

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2022-3 L₁
du 25 FEV. 2022

imposant des prescriptions complémentaires autorisant la société SFTR à mettre en place une installation d'épuration du biogaz «WAGABOX » pour injection de biométhane vers le réseau de distribution de gaz naturel GRDF pour son installation de stockage de déchets non dangereux exploitée sur le territoire des communes de Montois la Montagne et Moyeuvre Grande

Le préfet de la Moselle,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié autorisant la société SITA FD à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'à exploiter une installation de traitement de lixiviats provenant de l'extérieur sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-DCAT-BEPE-209 du 6 septembre 2019 imposant des prescriptions complémentaires à la société SFTR pour la poursuite de l'exploitation de ses installations à Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

Vu le porter à connaissance de modification notable relatif à la demande d'installation d'une unité d'épuration du biogaz pour permettre l'injection de biométhane dans le réseau de distribution GRDF transmis par la société SFTR le 2 juillet 2021 au préfet de la Moselle ;

Vu les courriels de la société SFTR des 14 et 24 janvier 2022 et du 4 février 2022 adressés à l'inspection des installations classées et apportant des précisions sur ce dossier de porter à connaissance ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 février 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 24 février 2022 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

Considérant que la société SFTR projette de mettre en place sur son installation de stockage de déchets non dangereux de Montois-la-Montagne une unité d'épuration du biogaz pour l'injection du biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel GRDF ;

Considérant que l'unité d'épuration du biogaz permettra la valorisation d'une partie du biogaz produit par la décomposition des déchets, partie du biogaz qui jusque-là était détruite par la torchère sans valorisation énergétique ;

Considérant que l'installation est conçue pour épurer environ 570 Nm³/h de biogaz à 50 % de teneur en méthane et produire environ 230 Nm³/h de biométhane contenant plus de 98 % de méthane ;

Considérant que cette unité d'épuration du biogaz permettra une production annuelle d'environ 20 000 MWh, ce qui représente l'alimentation annuelle en biométhane d'environ 1800 foyers ;

Considérant que cette unité sera implantée sur les parcelles n°678 section A de la commune de Montois-la-Montagne et n°4 de la section 14 de la commune de Moyeuvre-Grande, parcelles se situant dans le périmètre ICPE de l'ISDND de la société SFTR ;

Considérant que, du fait de son implantation sur un site déjà masqué par les boisements avoisinants, cette unité n'est pas de nature à entraîner un impact paysager supplémentaire ;

Considérant que cette unité, implantée sur une zone du site ne présentant pas de potentialités écologiques, sera installée sur une zone imperméabilisée de sorte que les déversements accidentels puissent être collectés et traités avant rejet ;

Considérant que cette unité ne générera aucune nuisance olfactive supplémentaire en comparaison avec la situation actuelle ;

Considérant que l'exploitant prend des dispositions constructives pour cette unité d'épuration du biogaz afin de limiter les bruits et vibrations mécaniques vis-à-vis du voisinage ;

Considérant que l'impact du fonctionnement de l'installation sur le trafic de véhicules liés à l'exploitation de l'ISDND est négligeable ;

Considérant que cette unité d'épuration du biogaz présente un rejet canalisé à l'atmosphère de l'oxydateur thermique qu'il convient d'encadrer ;

Considérant qu'actuellement, la partie du biogaz détruite par la torchère du site en permettant l'évaporation des perméats produirait davantage de polluants atmosphériques que les polluants qui seront émis par l'oxydateur thermique de l'unité d'épuration du biogaz ;

Considérant donc que ce projet d'unité d'épuration du biogaz permettra de réduire l'impact des émissions à l'atmosphère du site ;

Considérant l'engagement de l'exploitant

- à démontrer l'impact positif de cette unité d'épuration du biogaz sur les rejets à l'atmosphère du site par le biais de la réalisation d'une campagne comparative d'analyses entre les rejets à l'atmosphère de la torchère et les rejets à l'atmosphère de l'oxydateur thermique pour les composés CO et SO₂ ;
- de réaliser à la fin de la première année suivant la mise en service de l'unité d'épuration du biogaz une campagne annuelle d'analyses des rejets à l'atmosphère de l'oxydateur thermique pour les composés suivis pour le dispositif « flot tombant » mentionnés à l'article 35.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié ;

Considérant que le porter à connaissance prévoit la mise en place de mesures de prévention pour les risques accidentels et technologiques issus de l'installation d'épuration du biogaz, notamment :

- la mise en place d'un système de détection de défauts de fonctionnement qui entraîne l'arrêt automatique et la mise en sécurité de l'ensemble de l'installation (dépressurisation de l'ensemble des tuyauteries et équipements, isolation amont et aval de l'installation par vanne automatique normalement fermée) ;
- une conception de l'unité cloisonnée en container, avec protection contre les risques de choc par des barrières contre les risques de collision du chariot en remplissage ou de tout autre engin/véhicule ;
- la mise en place de deux détecteurs d'ambiance de biométhane (le dépassement des seuils fixé entraîne la mise en sécurité automatique de la machine) ;
- la mise en place de dispositifs d'arrêt d'urgence par coup de poing (en intérieur et extérieur) permettant l'arrêt et l'isolement de l'installation du reste du site ;
- la maintenance réalisée par du personnel formé et habilité par WAGA-ENERGY selon un plan de maintenance conforme aux règles en vigueur ;

Considérant qu'aucun phénomène dangereux n'impactera l'extérieur du site ;

Considérant que pour l'ensemble des raisons mentionnées ci-dessus la modification demandée n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant donc que la modification demandée ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant toutefois que cette modification nécessite d'être encadrée par des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

AR R E T E

Article 1^{er} :

La société SFTR, dont le siège social est situé 17 rue de Copenhague - zone de l'espace européen de l'entreprise – 67300 Schiltigheim, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande.

Article 2 : conformité à la demande de modification

L'installation d'épuration de biogaz et le poste d'injection vers le réseau de distribution de gaz naturel GRDF sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier transmis par l'exploitant le 2 juillet 2021 et complété les 14 et 24 janvier 2022. En tout état de cause, ils respectent les dispositions du présent arrêté, celles de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié non contraires aux dispositions du présent arrêté ainsi que les autres réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de porter à connaissance, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 3 : drainage et collecte du biogaz

Le dernier paragraphe de l'article 19 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est remplacé par le paragraphe ci-dessous :

« Ces réseaux de drainage sont conçus et dimensionnés pour aspirer de façon optimale et sûre le biogaz et le diriger vers des installations de valorisation (unités de traitement des lixiviats, torchère équipée d'un module d'évaporation des perméats, unité d'épuration et de valorisation du biogaz (nommé « WAGABOX »)) ».

Article 4 : consistance de l'installation d'épuration du biogaz

L'installation d'épuration du biogaz permettant la production de biométhane, nommée « WAGABOX », est notamment constituée :

- d'une unité de prétraitement du biogaz (filtration, surpression et séchage) ;
- d'une unité de désulfuration du biogaz ;
- d'une unité d'épuration membranaire composée :
 - d'un compresseur ;
 - d'une unité d'épuration des composés organiques volatils (COV) ;
 - d'une unité d'épuration des vapeurs d'huile d'aérosols (ORS) ;
 - d'une unité d'épuration membranaire du CO₂ ;
- d'une unité de cryodistillation à laquelle est associée un réservoir d'azote liquide de 7,5 m³ ;
- d'un compresseur réseau permettant au biométhane d'atteindre la pression d'alimentation du réseau de distribution de gaz naturel ;
- d'un oxydateur thermique.

Un plan de l'installation représentant notamment les différents équipements qui la constituent ainsi que les tuyauteries et dispositifs de sécurité est tenu à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : prévention de la pollution atmosphérique

Article 5.1 : généralités

Le rejet direct du biogaz capté à l'air est interdit. En cas d'arrêt de l'unité d'épuration du biogaz, l'installation est dépressurisée vers le réseau du site en direction de la torchère. Le biométhane produit ainsi que les événements de la WAGABOX sont mélangés pour reformer un gaz de pouvoir calorifique comparable au biogaz permettant d'être éliminé par la torchère.

L'unité d'épuration du biogaz fait l'objet d'un enregistrement en continu du temps de fonctionnement et du débit de biogaz traité.

Article 5.2 : conditions de rejet à l'atmosphère

L'article 44 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est complété par le texte ci-dessous :

« Les conditions de rejet à l'atmosphère de l'unité d'épuration du biogaz sont les suivantes :

Équipement canalisé	Puissance nominale (kW)	Hauteur de la cheminée (m)	Vitesse d'éjection minimale (m/s)	Débit nominal (Nm ³ /h)	Température de combustion (°C)
Oxydateur thermique	314	6,1	5	300	900

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

Pour ce rejet de l'oxydateur thermique, le débit de gaz, le temps de fonctionnement ainsi que la température de combustion font l'objet d'un enregistrement en continu.

Les rejets atmosphériques de l'unité d'épuration du biogaz dénommée WAGABOX respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)	Fréquence des analyses
CO	150	Annuelle ou toutes les 4500 heures*
SO ₂	300	
Vitesse gaz, débit gazeux sec, température, pression, humidité, %O ₂	-	

* Contrôle annuel si fonctionnement supérieur à 4500 heures ou après 4500 heures de fonctionnement si l'installation fonctionne moins de 4500 heures par an.

Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K pour une pression de 101,3 kPa avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 45.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié susvisé. De plus, l'exploitant présente les flux annuels massiques rejetés à l'atmosphère par la torchère et par l'oxydateur thermique pour les paramètres mentionnés dans le tableau ci-dessus.

À la fin de la première année suivant la mise en service de l'unité d'épuration du biogaz, l'exploitant réalise une campagne annuelle d'analyses des rejets à l'atmosphère de l'oxydateur thermique pour les composés suivis pour le dispositif « flot tombant » mentionnés à l'article 35.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié, à savoir : CO, SO₂, Poussières totales, COV non méthaniques, NOx, H₂S, NH₃, vitesse gaz, débit gazeux sec, température, pression, humidité, %O₂. Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K pour une pression de 101,3 kPa avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec. Les résultats de cette campagne comparative sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 45.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié susvisé.

Article 6 : protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Article 6.1 : prélèvement et consommation d'eau

L'unité d'épuration du biogaz n'est à l'origine d'aucune consommation d'eau.

Article 6.2 : gestion des condensats

Les condensats issus de l'installation d'épuration du biogaz sont envoyés via un puits à condensats vers le bassin de collecte des lixiviats du site.

Article 7 : gestion des déchets

L'article 34 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié est complété par le paragraphe ci-dessous :

« L'exploitant tient à jour un registre spécifique pour les déchets issus de l'exploitation de l'unité d'épuration du biogaz. Ces déchets sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur, dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie notamment à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ».

Article 8 : prévention des risques technologiques

Article 8.1 : implantation

Les équipements de l'unité d'épuration du biogaz sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

Cette unité (le centre du container où a lieu le process) est située à une distance supérieure à 33 m des limites de propriété du site (distance correspondant aux effets indirects par bris de vitre en cas d'explosion d'un nuage de biométhane) et le réservoir d'azote liquide est implanté à plus de 16,5 m des limites de propriété (distance correspondant aux effets irréversibles au sol en cas de rupture du plus gros piquage du réservoir).

Article 8.2 : localisation des risques

Une évaluation des zones ATEX et des risques d'explosion de l'unité d'épuration du biogaz est effectuée et formalisée dans un document relatif à la protection contre les explosions propre à l'installation.

L'exploitant dispose d'un plan indiquant les différents risques inhérents à cette unité d'épuration du biogaz. Les zones à risques sont matérialisées par tous les moyens appropriés.

En particulier, dans les parties de l'unité d'épuration du biogaz recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions de la directive 2014/34/UE du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosives. Cette directive est transposée en droit français aux articles R. 557-1-1 à R. 557-5-5 et R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

De plus, il est interdit d'apporter dans ces parties du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis feu » et en respectant une consigne particulière relative à la sécurité de l'installation. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Le « permis feu » et la consigne particulière sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il a nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis feu » et la consigne particulière sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Article 8.3 : dispositifs de sécurité

La détection d'un des défauts suivants entraîne la mise en sécurité automatique de l'unité d'épuration du biogaz (mise à l'arrêt des équipements et fermeture automatique des vannes sur les tuyauteries de gaz en amont et aval de l'unité) :

- franchissement d'un seuil de concentration d'O₂ de 25 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) sur le biogaz brut ;
- franchissement d'un seuil de température haute (défini sous la responsabilité de l'exploitant) du gaz ou de l'huile dans l'un des deux compresseurs de l'installation (unité d'épuration membranaire et unité de cryodistillation) ;
- franchissement d'un seuil de pression basse (défini sous la responsabilité de l'exploitant) à l'aspiration du compresseur d'entrée de l'installation ;
- franchissement d'un seuil de pression haute (défini sous la responsabilité de l'exploitant) à l'aspiration ou au refoulement de l'un des deux compresseurs de l'installation ;

Le conteneur de l'unité d'épuration du biogaz est équipé d'un détecteur d'ambiance de méthane et d'un détecteur d'ambiance d'oxygène. Le franchissement d'un premier seuil de détection de biométhane (10 % de la LIE) entraîne le démarrage automatique d'un extracteur situé sur les parois du conteneur. Le franchissement du deuxième seuil de détection du biométhane (25 % de la LIE) entraîne la mise en sécurité automatique de l'installation (mise à l'arrêt des équipements et fermeture automatique des vannes sur les tuyauteries de gaz en amont et aval de l'unité).

Ces détecteurs de gaz sont judicieusement répartis et font l'objet de contrôles périodiques.

Un détecteur de fumées est présent dans le local électrique de l'unité d'épuration du biogaz. Son déclenchement entraîne l'arrêt automatique et la mise en sécurité de l'installation.

En amont de l'unité d'épuration du biogaz, une vanne de sectionnement est présente sur le réseau de collecte du biogaz.

Cette unité est équipée d'un dispositif d'arrêt d'urgence par coup de poing facilement accessible (en extérieur et en intérieur) permettant l'arrêt et l'isolement de l'installation du reste du site.

Les canalisations de biogaz et de biométhane situées à l'extérieur sont soudées sans raccord. Hormis la canalisation de biométhane sous pression, située entre la WAGABOX et le poste d'injection, qui est enterrée sous les voiries existantes, les canalisations circulent en caniveaux ou sont protégées des agressions mécaniques.

Article 8.4 : suivi et maintenance

L'installation d'épuration du biogaz est exploitée et entretenue par des personnes formées et habilitées par le fabricant (WAGA-ENERGY) selon un programme de maintenance conforme aux règles en vigueur.

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive de cette installation et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est défini sous la responsabilité de l'exploitant et ne peut en tout état de cause être supérieur à un an.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai maximal d'un mois.

Article 9 : poste d'injection de biométhane

Le poste d'injection de biométhane dans le réseau de gaz naturel ainsi que le raccordement au réseau de gaz naturel sont installés, contrôlés, mis en service et surveillés par GRDF.

Article 10 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 11 : information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des communes de Montois la Montagne et de Moyeuvre Grande et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des communes précitées pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications-publicité légale installations classées-arondissement de Metz.

Article 12 :

le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SFTR.

A Metz, le 25 FEV. 2022

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Olivier Delcayrou

Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>